



18.008

Aussenwirtschaftspolitik.**Bericht 2017****Politique économique extérieure.****Rapport 2017***Erstrat – Premier Conseil*

CHRONOLOGIE

NATIONALRAT/CONSEIL NATIONAL 05.03.18 (ERSTRAT - PREMIER CONSEIL)

STÄNDERAT/CONSEIL DES ETATS 12.03.18 (ZWEITRAT - DEUXIÈME CONSEIL)

Sommaruga Carlo (S, GE), pour la commission: Lors de sa séance du 13 février 2018, la Commission de politique extérieure a traité du rapport sur la politique économique extérieure 2017 et du rapport sur les mesures tarifaires prises en 2017. Cette année, il n'y a pas encore eu de discussion sur la politique extérieure dans la mesure où le rapport sur ce sujet a été renvoyé par le nouveau chef du Département fédéral des affaires étrangères pour qu'il en soit rédigé une nouvelle mouture.

Lors de l'examen du rapport qui nous occupe, nous avons procédé à des auditions de divers acteurs économiques particulièrement concernés par la thématique principale du rapport, c'est-à-dire les accords de protection des investissements. Par ailleurs, une professeure chargée de cours de l'Université de Bâle, Madame Krista Nadakavukaren Schefer, spécialiste des accords de protection des investissements et des questions relatives aux arbitrages, choisie par la présidente de la commission, nous a fait part de ses intéressantes réflexions en matière d'arbitrage et de ciblage optimal des accords de protection des investissements sur le plan du respect des objectifs de développement durable des Nations Unies.

La commission a, à l'unanimité, souligné la qualité du rapport et de la discussion qui a eu lieu avec les invités. De manière tout aussi unanime, la commission a souligné que le choix de la thématique prioritaire, à savoir celle des accords de protection des investissements, était adéquat. En effet, les investissements privés internationaux prennent de l'importance dans l'économie mondialisée. Comme cela est relevé de manière pertinente dans le rapport, en 2010, plus de la moitié des 574 milliards de francs d'investissements internationaux ont eu lieu dans les pays en développement ou émergents. C'est ainsi que l'on assiste à une progression des investissements privés internationaux en Afrique, en Amérique latine et en Asie.

La Suisse participe de manière non négligeable au développement des investissements internationaux, avec en 2015 un stock cumulé de 1120 milliards de francs, selon les chiffres de la Banque nationale suisse, ce qui représente 2 millions d'emplois à l'étranger pour des investisseurs suisses. La Suisse a donc un intérêt évident à bénéficier d'un accès aussi libre que non discriminatoire au marché des investissements. Cela est d'autant plus vrai qu'il est acquis, au sein de l'ONU comme de la communauté internationale, que la réalisation des objectifs de développement durable de l'Agenda 2030 n'est possible qu'avec la contribution du secteur privé, notamment dans les investissements. Ainsi, pour une économie comme celle de la Suisse, essentiellement tournée vers l'extérieur, insérée dans la mondialisation économique et financière, il est non seulement important mais aussi vital de disposer d'un cadre solide et prévu pour le long terme, permettant à notre économie de prospérer. La protection des investissements à l'étranger s'inscrit dans cette perspective. Elle constitue, comme cela a été largement expliqué en commission par Monsieur le conseiller fédéral Schneider-Ammann, un des trois piliers de la politique économique extérieure qui sont les accords de libre-échange, les accords de double imposition et les accords de protection des investissements.

Pour ce qui est des accords de libre-échange, qui sont au nombre de 28 actuellement, il n'est pas nécessaire de rappeler leur importance pour l'économie de l'exportation, dès lors que celle-ci constitue aujourd'hui 63 pour cent de notre PIB. Les accords de libre-échange couvrent d'ailleurs 86 pour cent de nos importations et 76 pour cent de nos exportations.

Pour revenir au sujet principal, les accords de protection des investissements, il faut indiquer que la Suisse en a conclu 120. Ils constituent un réseau dense de protection contre les risques politiques qui s'expriment sous forme d'expropriations directes ou indirectes par les Etats. Ce dispositif étendu est fort apprécié par



les entreprises suisses qui investissent à l'étranger, comme cela nous a été rappelé par le représentant de l'économie privée entendu en commission.

Des procédures arbitrales fondées sur les accords de protection des investissements (API) ont ainsi permis à des entreprises de faire valoir leurs intérêts à l'égard d'Etats tiers et de recouvrer des montants importants, parfois de plusieurs millions de francs. De manière générale, selon les chiffres disponibles, il apparaît qu'entre 1987 et 2016, les procédures arbitrales se sont soldées par des sentences en faveur des Etats dans 36 pour cent des cas, en faveur des investisseurs dans 27 pour cent des cas, par un accord dans 25 pour cent des cas, ou ont été abandonnées dans 12 pour cent des cas.

Il convient de relever que la teneur des API suisses s'est améliorée sous l'impulsion de critiques constructives de la part de la société civile, mais aussi sous l'effet de l'évolution internationale. Des groupes de travail interdépartementaux ont vu le jour en 2012 et 2015, apportant par leurs réflexions des évolutions bienvenues en matière d'arbitrage et de transparence, comme en matière de respect des droits de l'homme, des droits sociaux et des droits environnementaux. Dans le dernier rapport interdépartemental du 7 mars 2017, on parle d'ailleurs aujourd'hui d'API de troisième génération.

Les débats en commission ont montré qu'il y a encore une progression possible de ces accords de protection des investissements. A ce sujet, la professeure de droit a émis des idées pour plus de cohérence avec les objectifs de développement durable et pour un ciblage plus fin de la protection des investissements, lorsque les investissements s'inscrivent dans le cadre des lignes directrices de l'ONU en matière de responsabilité des entreprises.

Il convient de signaler que nous avons abordé en commission la question de l'arbitrage et qu'il a été démontré que la Suisse oeuvrait de manière dynamique pour que la procédure soit plus transparente. Il s'agit de réfléchir à l'opportunité d'avoir une cour arbitrale unique au niveau international ou à la question de savoir s'il vaut mieux simplement maintenir le système actuel avec plusieurs centaines de cours arbitrales en fonction des besoins.

AB 2018 N 179 / BO 2018 N 179

La commission a pris acte du rapport du Conseil fédéral sur la politique économique extérieure 2017. A la fin des débats, la commission a encore examiné le rapport sur les mesures tarifaires prises en 2017. Le projet d'arrêté fédéral a été rapidement discuté. La commission a pris acte de ce rapport. Elle est entrée en matière sans opposition sur le projet d'arrêté et l'a accepté par 19 voix sans opposition et 1 abstention.

Portmann Hans-Peter (RL, ZH), für die Kommission: Ihre Kommission hat am 13. Februar 2018 den Bericht des Bundesrates zur Aussenwirtschaftspolitik 2017 und den Bericht über die zolltarifischen Massnahmen im vergangenen Jahr beraten.

Es fällt auf, dass der diesjährige Bericht kompakter und mit Schwerpunktsetzungen abgefasst ist. Im Zentrum steht der verbesserte Zugang der Schweizer Wirtschaft zu internationalen Märkten sowie die Weiterentwicklung der Beziehungen zur EU. Als Instrumente für die Liberalisierung des internationalen Handels stehen an vorderster Stelle das Engagement innerhalb der Welthandelsorganisation (WTO) und die Freihandelsabkommen. Der schweizerische Lösungsansatz lautet: Freihandelsabkommen, Doppelbesteuerungsabkommen, Investitionsschutzabkommen. Als Schwerpunktthemen hebt der Bundesrat die Entwicklungen beim internationalen Investitionsschutz und die Massnahmen der Schweiz zur Weiterentwicklung der Investitionsschutzabkommen hervor. Unsere aussenwirtschaftspolitischen Tätigkeiten haben sich im vergangenen Jahr im Umfeld einer aufblühenden Konjunktur und einer global anziehenden Investitionstätigkeit bei gleichzeitig tief bleibenden Inflationsraten bewegt. Aufgrund eines global zunehmenden Protektionismus konnte die Schweiz im Jahr 2017 leider keine neuen Wirtschaftsvereinbarungen abschliessen.

Mehrheitlich wurden in den Kommissionsvoten ein kontinuierlicher Ausbau des globalen Marktzugangs und eine langfristige Sicherung des bilateralen Verhältnisses zur EU begrüsst. Es gehe dabei, hiess es, um die Sicherung unseres Wohlstands, die Sicherung unserer sozialen Errungenschaften. Auch sei ein globaler Marktzugang das beste Mittel, um Unternehmungen in die Mitverantwortung für Gesellschaft und Umwelt zu nehmen.

Ich komme zu ein, zwei thematischen Schwerpunkten. Zuerst zu den Wirtschaftsbeziehungen mit der EU: Im Jahr 2017 tätigten wir mit der EU 62 Prozent unseres gesamten schweizerischen Aussenhandels, dies allerdings immer noch mit einem für uns verbleibenden Handelsbilanzdefizit. Die Warenexporte in die EU konnten wir aber im vergangenen Jahr um 3 Prozent steigern. Grund dafür sind die Abschwächung des Schweizerfrankens und der Wirtschaftsboom innerhalb der EU.

In der Hoffnung, die Beziehungen zur EU über eine baldige Einigung über ein Rahmenabkommen festigen zu können, hat der Bundesrat die Weichen für eine weitere Kohäsionszahlung gestellt. Nachdem allerdings die



EU am 21. Dezember 2017 die Äquivalenz betreffend die Schweizer Börse nur auf ein Jahr befristet erteilt hat, entschied sich der Bundesrat, die Arbeiten an der Vernehmlassungsvorlage im Jahr 2018 neu zu beurteilen. Während die EU die Schweiz wieder auf eine sogenannte graue Steuerliste gesetzt hat, konnten andere vertragswidrige Diskriminierungen wie zum Beispiel der Ausschluss vom Programm Horizon 2020 oder die Nichtgewährung der Aktualisierung des Abkommens über die gegenseitige Anerkennung von Konformitätsbewertungen beseitigt werden. In verschiedensten Voten in der Kommission wurden diese Diskriminierungen seitens der EU gegenüber der Schweiz verurteilt, und es wurde vom Bundesrat verlangt, dass er sie detailliert auflistet und ihre Beseitigung wo immer möglich einklagt.

Ich komme zur WTO: Zwar bekräftigten an der letztjährigen WTO-Ministerkonferenz in Buenos Aires die meisten Länder die Wichtigkeit und die globale Bedeutung des multilateralen Handelssystems. Leider waren aber im Berichtsjahr keine nennenswerten Fortschritte möglich. Zwar ist es begrüßenswert, dass die USA wieder an den Verhandlungstisch der WTO zurückgefunden haben. Sorge bereitet uns aber das durch die USA geschürte Verhindern der Wahl von Schiedsrichtern am Appellationshof. Die Schweiz hat eine Initiative im Bereich von E-Commerce sowie eine Erklärung zur Beseitigung handelsverzerrender umweltschädlicher Subventionen für fossile Energieträger unterzeichnet.

Die WTO-Mitglieder haben unsere politische Stabilität, unseren flexiblen Arbeitsmarkt, unsere Innovationsförderung und allgemein unsere robuste Wirtschaft gewürdigt. Gleichzeitig stiess aber unser hohes Schutzniveau im Agrarbereich auf breites Unverständnis. Nach wie vor verfolgt man im Ausland unter anderem sehr kritisch, wie wir den Beschluss der 10. Ministerkonferenz vom Dezember 2015 in Nairobi umsetzen, welcher die Aufhebung aller verbleibenden Exportsubventionen für Agrarprodukte vorsieht, zu denen die schweizerischen Ausfuhrbeiträge für Verarbeitungsprodukte der Landwirtschaft zählen.

Für viele Kommissionsmitglieder ist die WTO die beste globale Handelsplattform, weshalb der heutige Entwicklungsstillstand bedauert wird. Gleichzeitig herrscht aber auch eine starke Meinung vor, dass die Verbote für Schutzmassnahmen zur Eigenproduktion gerade für die Landwirtschaft in unserem Lande zu einem existenziellen Problem herangewachsen sind und dass in diesem Interessenkonflikt zwischen liberalen Märkten und einheimischer Nahrungsproduktion eine Lösung gefunden werden muss.

Die gleiche Problematik haben wir auch bei den Verhandlungen über Freihandelsabkommen: Auch hier haben wir Interessen im Agrarbereich, und wir haben Interessen betreffend den freien Handel, z. B. bei der Industrie, dem Maschinen- oder dem Pharmabereich. Auch hier geht es darum zu schauen, wo wir Lösungen finden. Gross diskutiert wurde das Mercosur-Abkommen; hier scheint es gerade im Bereich der Fleischproduktion viel Kritik zu geben. Es gab aber auch Kritik wegen der Waldrodungen in Brasilien.

Ich komme zum Schluss. Die Kommission honoriert das Engagement in der Wirtschaftsaussenpolitik und bedankt sich beim zuständigen Departement und insbesondere beim Seco für die geleistete Arbeit wie auch für diesen konzis formulierten und wertvollen Bericht.

Einstimmig empfiehlt Ihnen Ihre APK, den Bericht zur Aussenwirtschaftspolitik 2017 zur Kenntnis zu nehmen. An der gleichen Sitzung hat Ihre Kommission auch den Bericht über zolltarifische Massnahmen im Jahr 2017 beraten. Die Kommission erachtet die getroffenen Massnahmen als gerechtfertigt, und es wurden keine Änderungsanträge gestellt.

Hier beantragt Ihnen Ihre APK mit 19 zu 0 Stimmen, dem Entwurf des Bundesrates zuzustimmen.

Riklin Kathy (C, ZH): Die Schweiz kann im Grossen und Ganzen auf ein positives Wirtschaftsjahr 2017 zurückblicken: 1 Prozent BIP-Wachstum und eine Arbeitslosigkeit von 3,2 Prozent, und 2018 soll diese weiter sinken. Das ist erfreulich. Weniger erfreulich ist, dass 2017 keine neuen Wirtschaftsvereinbarungen abgeschlossen werden konnten. Bei den laufenden Verhandlungen über ein Freihandelsabkommen im Rahmen der Efta mit Indonesien und Malaysia bestehen immer noch Differenzen. Bei den Verhandlungen mit Indien bestehen sogar grosse Differenzen, vor allem bei den Ursprungsregeln und dem geistigen Eigentum. Das Abkommen mit Ecuador steht vor dem Abschluss, und die Verhandlungen mit dem Mercosur schreiten voran. Hier wird es vor allem auf Schweizer Seite den nötigen politischen Willen brauchen, die Chance des Zugangs zu den grossen Märkten Brasilien, Argentinien, Paraguay und Uruguay zu packen.

Doch unser wichtigster Markt bleibt die EU mit 62 Prozent unseres gesamten Aussenhandels. Von Januar bis Oktober 2017 gingen 53 Prozent unserer Warenexporte in die EU, 3 Prozent mehr als in derselben Periode des Vorjahres. Gründe sind die gute Wirtschaftsentwicklung in der EU, die auch für unser Land gut ist, und die Abschwächung des Schweizerfrankens. Deutschland steht klar an der Spitze der Handelspartner, Italien und Frankreich sind weiterhin auf den Plätzen zwei und drei. Auf Platz vier folgt das Vereinigte Königreich, mit dem wir nach seinem definitiven Ausscheiden aus der EU dringend eine gute bilaterale Lösung finden müssen.



AB 2018 N 180 / BO 2018 N 180

Für unser Land sind gute Beziehungen zur EU nach wie vor prioritär. Die nur einjährige Anerkennung der Äquivalenz der Schweizer Börse ist daher eine ungerechtfertigte und für die Beziehungen Schweiz-EU schädliche Massnahme Brüssels. Nun sollen die für unsere Wirtschaft äusserst wichtigen Bilateralen I durch eine Volksinitiative der SVP gekappt werden. Die Europa-Debatten werden somit auch weiterhin hitzig, emotional und zum Teil aufgrund falscher Fakten geführt.

Dass die Vereinbarung über technische Handelshemmnisse mit der EU für unsere Wirtschaft eminent wichtig ist, wird immer wieder vergessen. Das Abkommen zwischen der Schweizerischen Eidgenossenschaft und der Europäischen Gemeinschaft über die gegenseitige Anerkennung von Konformitätsbewertungen erlaubt der exportierenden Industrie, dass sie keine zweite aufwendige Zertifizierung in der EU durchführen muss. Für unseren Flugverkehr ist das Luftverkehrsabkommen sehr wichtig, das ebenfalls Teil der Bilateralen I ist, welche die SVP aufs Spiel setzen möchte. Es ist begrüssenswert, dass der Bundesrat die Festigung der bilateralen Abkommen mit einem Marktzugangsabkommen sichern will. Wir werden somit auch 2018 vor grossen Herausforderungen stehen.

Ich danke dem Bundesrat für den gut abgefassten und informativen Aussenwirtschaftsbericht und gebe für den zweiten Teil unserer Stellungnahme gern meinem Kollegen Béglé das Wort.

Béglé Claude (C, VD): Je tiens tout d'abord, comme la plupart d'entre nous, à remercier le Conseil fédéral et le Secrétariat d'Etat à l'économie pour cet excellent rapport, tant sur le fond que dans sa forme. Madame Kathy Riklin ayant brossé le tableau général, je me concentrerai sur le thème prioritaire de ce rapport, la protection des investissements.

En effet, la mondialisation croissante des chaînes de valeur et la numérisation de l'économie impliquent la nécessité de renforcer la sécurité juridique des investissements, ceci d'autant plus que la moitié des investissements réalisés se fait dans des pays émergents ou en développement. Il s'agit en fait d'une pièce cruciale du dispositif, dans la mesure où la Suisse fait partie des dix principaux exportateurs de capitaux du monde. Le stock d'investissements directs suisses à l'étranger s'élève à 1120 milliards de francs, et ce montant a triplé entre l'an 2000 et 2015. Ces investissements ont engendré environ deux millions d'emplois. Quant aux investissements étrangers en Suisse, leur montant est de 833 milliards de francs, impliquant 456 000 emplois, d'où l'importance des accords de protection des investissements. Ceux-ci constituent un des éléments du triptyque classique, au même titre que les accords de libre-échange et les traités de double imposition.

Etant donné que notre temps de parole se termine, je dois interrompre ici mon exposé.

Müller Walter (RL, SG): Aussenwirtschaftspolitik ist einer der wichtigsten Politbereiche eines erfolgreichen Landes. Sie ist Basis und Garant für unseren Wohlstand. Ohne Marktzugang und Aussenhandel wären einerseits unsere Investitionen in Bildung und Forschung nicht möglich, und andererseits würden sie auch nicht in Form der Handelserträge zurückfliessen. Ohne tiefeschürfende Analyse wird der Zusammenhang von Aussen- und Innenpolitik rasch und deutlich sichtbar, zumindest sollte man das in einer sehr entwickelten Volkswirtschaft annehmen. Leider ist dem nicht immer so.

Unsere Wettbewerbsfähigkeit nimmt durch die wohlstandsbedingte Regulierungsflut und die dauernd ansteigende Staatsrente laufend ab. Wir haben ansteigende Nebenkosten, steigende Steuern – die Mehrwertsteuer lässt grüssen –, Grenzschutz für die Löhne usw. Lassen Sie mich den Grenzschutz für Löhne, den wir als flankierende Massnahme zum Freizügigkeitsabkommen eingeführt haben, etwas quantifizieren. Bei einer jährlichen Lohnsumme von 391 Milliarden Franken in der Schweiz kostet 1 Prozent rund 4 Milliarden Franken pro Jahr. Die fortlaufende Rechnung dazu, was seit 2004 angefallen ist, überlasse ich gerne Ihnen. Da stellt sich die Frage: Wie lange kann das gutgehen, und warum ist das überhaupt möglich? Wir machen Freihandelsabkommen, erhöhen den Wettbewerbsdruck für die Wirtschaft – dazu zähle ich auch die Landwirtschaft –, und gleichzeitig steigen die Löhne und weitere Nebenkosten. Wir machen sozusagen einen doppelten Gewinn. Die Löhne steigen, und die importierten Produkte werden durch die Freihandelsabkommen billiger. Es resultiert also ein deutlicher Wohlstandsgewinn, indem die Kaufkraft steigt. Das ist einerseits sehr erfreulich, andererseits ist das nur möglich, solange wir die Importrente abschöpfen können, also Dritte im Ausland mit deutlich tieferen Löhnen für uns arbeiten.

Langfristig kann das nicht gutgehen, da die steigenden Löhne bei uns etwas verzögert wiederum höhere Kosten verursachen – eine Negativspirale, die unsere Wettbewerbsfähigkeit immer mehr beeinträchtigen dürfte. Das müsste vor allem der linken Seite zu denken geben. Wenn diese der Wirtschaft höhere Löhne abpresst und mehr Lasten aufbürdet, steigt der Druck, mehr Arbeitsplätze auszulagern oder in Form von zugekauften Produkten von den tieferen Löhnen zu profitieren. Die Freihandelspolitik verlangt nach einer sorgfältig darauf



abgestimmten Innenpolitik, wenn wir unseren Wohlstand langfristig sichern wollen. Von Vorteil ist es, wenn der Bundesrat, neue Freihandelsabkommen antizipierend, die Wettbewerbsfähigkeit der am meisten betroffenen Branchen stärkt. Das ist für Branchen, die die Produktion nicht einfach ins Ausland verlagern können, zum Beispiel für die Nahrungsmittelbranche, von hoher Sensibilität.

Die FDP-Liberale Fraktion unterstützt die Freihandelsstrategie des Bundesrates, insbesondere auch, um damit die Abhängigkeit – man könnte dem auch Klumpenrisiko sagen – gegenüber der EU zu schmälern. Das stärkt auch unsere Verhandlungsposition. Ergänzend zu den Freihandelsabkommen braucht es die Doppelbesteuerungsabkommen und Investitionsschutzabkommen. Die Inwertsetzung der Abkommen ist zu begleiten, und vom Partnerland ist, wenn notwendig, das Einhalten der Abmachungen einzufordern. Da gibt es noch Verbesserungspotenzial.

Betreffs des viel- und heiss diskutierten Freihandelsabkommens mit den Mercosur-Staaten müssen Bund und Kantone zusammen mit den Betroffenen, Landwirtschaft und Nahrungsmittelbranche, vor allem mit der ersten Verarbeitungsstufe, eine für alle Beteiligten gute Lösung finden. Wir sollten uns diese Zeit nehmen. Der Konfrontation muss Kooperation folgen.

Zum Abschluss noch eine ganz persönliche Bemerkung als ehemaliger Milch- und Gemüseproduzent: Die Landwirtschaft braucht Perspektiven und keine Sterbegelder. Die sollten wir für die Zukunftsstrategie einsetzen.

Wir danken dem Bundesrat und der Verwaltung für das Engagement und bitten Sie, den Bericht zur Kenntnis zu nehmen.

de la Reussille Denis (G, NE): En préambule, nous tenons à souligner que le rapport sur la politique économique extérieure 2017 est précis et complet. En résumé, il s'agit à nos yeux, sur la forme, d'un rapport de qualité. Sur le fond, nous serons plus critiques, notamment au regard des conséquences économiques de la politique économique extérieure de la Suisse pour certains pays, notamment pour des pays en voie de développement.

La Suisse compte parmi les dix principaux pays exportateurs de capitaux. Elle est donc tributaire de conditions-cadres favorables aux investissements à l'étranger. De ce point de vue, les accords de protection des investissements jouent un rôle majeur, car ils offrent une meilleure sécurité juridique pour les investissements à l'étranger.

Mais qu'en est-il pour les pays où ces investissements sont réalisés? Ce sujet est extrêmement important à nos yeux et il est réjouissant que le Conseil fédéral consacre une partie importante de son rapport de politique économique extérieure à la question controversée de la protection des investissements, et qu'il reconnaisse les critiques et problèmes soulevés par certaines ONG ou certains partis politiques comme les Verts ou le Parti ouvrier et populaire. Le Conseil fédéral n'avait probablement pas d'autre choix. En effet, durant ces trois dernières années, quatre pays, et pas des moindres, à savoir l'Inde, l'Afrique du Sud, l'Equateur et l'Indonésie ont dénoncé leur accord de protection des investissements

AB 2018 N 181 / BO 2018 N 181

avec notre pays. Les modèles d'accord qui sont en train d'être développés voire renégociés devront impérativement être plus équilibrés, et la Suisse doit entrer en matière concernant les revendications de ces pays.

Il est par ailleurs bon de rappeler que les accords de protection des investissements constituent un cas unique en droit international, car ils permettent aux investisseurs étrangers de porter plainte contre un Etat souverain mais pas l'inverse. Il s'agit donc, à nos yeux, d'une sorte de justice privée au service de multinationales étrangères pour couvrir les risques politiques, comme l'écrit le Conseil fédéral en page 17 du rapport.

La vérité, c'est qu'avec ces accords il s'agit de donner aux multinationales étrangères plus de droits qu'aux entreprises nationales et, surtout, d'empêcher les Etats de réguler dans l'intérêt public, ce qui les exposerait, s'ils le faisaient, au risque de devoir payer des dommages et intérêts conséquents et les dissuade donc, bien souvent, de franchir le pas.

Pour information, en cas de litige sur le fond, et selon le rapport de la Cnuced, dans 59 pour cent des cas les décisions ont été prises en faveur de l'investisseur, et dans seulement 41 pour cent des cas elles ont été prises en faveur de l'Etat.

Le cas de l'Equateur, pays souverain et démocratique, est à ce titre exemplaire. Je tiens évidemment à préciser que cet exemple n'est pas lié à des problèmes avec notre pays, mais plutôt avec des pays d'Amérique du Nord. L'année passée, l'Equateur a dû payer 1,360 milliard de dollars suite à l'annulation de contrats pétroliers. Dans le même temps, des compagnies pétrolières qui ont saccagé dans les années 1980 des régions entières de l'Amazonie équatorienne, pollué les nappes phréatiques, contaminé le sol et affecté durablement la santé de



milliers de citoyens refusent de payer les 6 milliards de dollars de dommages et intérêts auxquels les jugements de tribunaux les ont condamnés.

Pour notre groupe, il est indispensable de procéder à des adaptations rapides des accords de protection des investissements. Nous pensons notamment, comme de nombreuses ONG, que notre pays devrait indiquer clairement que toutes les mesures visant à préserver la santé publique et l'environnement ne peuvent pas être considérées comme une expropriation indirecte.

En conclusion, le groupe des Verts remercie le Conseil fédéral pour la bonne tenue de ce rapport, mais, sur le fond, critique une partie importante du contenu des accords de protection des investissements, et souhaite une évolution rapide de ces accords qui permettent une prise en considération des problèmes de santé publique, des problèmes sociaux et une meilleure défense de l'environnement, et ceci de manière prioritaire.

Naef Martin (S, ZH): Erstens vielen Dank, Herr Bundesrat, für diesen ausführlichen und durchaus interessanten Bericht. Es ist ja ein Jahresbericht, der naturgemäss nicht spannend, aber umfassend sein muss. Er ist beides. Wenn man die Zeilen und auch das, was dazwischen steht, liest, so drängt sich einem unweigerlich die nicht völlig überraschende Erkenntnis auf, dass unsere grösste Ambition, auch aussenwirtschaftspolitisch, die ungeklärte Beziehung zur Europäischen Union ist. Da können wir lange mit der halben Welt Freihandel oder Investitionsschutz betreiben – unser wichtigster Handelspartner und damit die vorrangige Rechtssicherheit für unsere Wirtschaft sind unsere Nachbarn, ist die Europäische Union.

Davon abgesehen: Beim Freihandel scheint sich eine gewisse Entwicklung zumindest anzubahnen, eine Entwicklung dahin, dass es eben nicht nur um Zollbefreiung geht, sondern dass wir Handelsbeziehungen zunehmend auch an soziale und ökologische Standards und an Nachhaltigkeit knüpfen. Dass wir dies nicht nur deklaratorisch, sondern vorausschaubar und überprüfbar tun wollen, bleibt ein Ziel, das die SP einfordert. Der Bundesrat muss sich hier an der Uno-Agenda 2030, aber auch und gerade am Bericht der GPK zu diesem Thema orientieren. Wir fordern also in Einklang damit Assessments, wenn es um Arbeitsbedingungen und ökologische Fragen bei der Herstellung von Produkten geht, und wir fordern ein Monitoring, eine Überprüfung auch von Deklarationen dazu, und eine Berichterstattung damit sie keine solchen bleiben.

Wenn wir ausserdem in schlechter schweizerischer Tradition die Aussenpolitik einfach als Wirtschaftspolitik bezeichnen, dann reicht das heute nicht mehr. Es geht also darum – und das ist ein Auftrag –, in der Aussenpolitik wirtschafts-, sicherheits-, entwicklungspolitisch und humanitär eine Kohärenz zu entwickeln und aufzuzeigen. Mit dieser Botschaft an den Gesamtbundesrat verdanke ich den Bericht namens der SP-Fraktion ausdrücklich und bin zusammen mit meiner Fraktion gespannt und erwartungsfroh auf Weiteres.

Moser Tiana Angelina (GL, ZH): Die Schweiz ist eines der am stärksten globalisierten Länder der Welt – ein grosser Teil unseres Wohlstandes basiert auf unserem Export. Wir gehören zu den absoluten Globalisierungsgewinnern. All das ist aber keine Selbstverständlichkeit, und es gibt auch keine Garantie, dass es in Zukunft so bleibt. Die Aussenwirtschaftsstrategie ist deshalb für unser Land elementar. Wir danken daher dem Bundesrat und der Verwaltung für das grosse bilaterale und multilaterale Engagement.

Für uns Grünliberale ist es zentral, dass die Aussenwirtschaftspolitik kohärent erfolgt, das heisst, dass sie auch anderen aussenpolitischen Anliegen wie dem Erhalt der natürlichen Ressourcen und der Einhaltung der Menschenrechte Rechnung trägt. Alles andere ist auch längerfristig nicht wohlfördernd. Es ist erfreulich, dass der Bericht diese Aspekte vermehrt in die Betrachtung einbezogen hat. Entscheidend ist nun aber, dass sich der Einbezug gerade zum Beispiel auch von Umweltanliegen in der Aussenwirtschaftspolitik tatsächlich niederschlägt. Leere Versprechungen geben Globalisierungskritikern Aufwind und führen uns damit nur in eine Sackgasse. In diesem Sinne begrüssen wir auch das diesjährige Schwerpunktkapitel zu den Investitionsschutzabkommen. Sie bieten den Schweizer Unternehmen bessere Rahmenbedingungen und Rechtsschutz für ihre Tätigkeiten im Ausland. Sie sind somit ein wichtiger Pfeiler der Aussenwirtschaftsstrategie. Auch sie müssen aber so ausgestaltet werden, dass sie den Zielen der nachhaltigen Entwicklung gerecht werden.

In den letzten Jahren wurden mit den Abkommen der neuen Generation Verbesserungen erzielt. Diese reichen aber noch nicht. So dürfen Investitionsschutzabkommen in der Realität keinesfalls dazu führen, dass beispielsweise Umweltstandards geschwächt werden respektive eine Verschärfung behindert wird. Wir können noch so lange internationale Klima- oder Biodiversitätsabkommen beschliessen: Sie nützen nichts, wenn unsere Wirtschaftsabkommen diesen Anliegen nicht genügend Rechnung tragen.

Zusammen mit den Investitionsschutz- und den Doppelbesteuerungsabkommen bilden die Freihandelsabkommen einen zentralen Pfeiler der Aussenwirtschaftsstrategie. Seit dem Stocken der WTO-Verhandlungen sind die bilateralen Abkommen zur Sicherung des Marktzuganges absolut zentral. Doch auch hier gilt: Freihandel ist nur dann wohlfördernd, wenn die entsprechenden sozialen und ökologischen Rahmenbedingungen



erfüllt sind. Auch hier braucht es mehr Kohärenz mit anderen aussenpolitischen Anliegen wie dem Erhalt von natürlichen Ressourcen und der Einhaltung der Menschenrechte. Wir Grünliberalen haben das stets eingefordert. Dabei braucht es mehr als nur allgemeine Bekenntnisse zur Nachhaltigkeit in Präambeln und einen Verweis auf die internationalen Umweltabkommen. Der GPK-Bericht vom letzten Jahr hat leider überdeutlich gezeigt, wie wenig in diesem Bereich bisher getan wurde. Umweltverträglichkeitsprüfungen für sensible Produkte und der Einbezug der Resultate in die Verhandlungen sind das absolute Minimum. Hier wurde vieles in Aussicht gestellt, aber offenbar nie erfüllt. Das ist inakzeptabel. Diese Kohärenz ist nicht nur inhaltlich wichtig, sie ist auch zentral für das Vertrauen der Bevölkerung in die offenen Märkte. Die Freihandels- und Investitionsschutzabkommen ergänzen auf globaler Ebene die für die Schweizer Wirtschaft zentralen bilateralen Verträge mit der Europäischen Union. Für uns

AB 2018 N 182 / BO 2018 N 182

Grünliberale ist absolut entscheidend, dass unsere bilateralen Verträge und damit unsere Beziehungen mit der Europäischen Union endlich wieder auf eine stabile Basis gestellt werden. Wir erwarten vom Bundesrat, dass er endlich vorwärtsmacht, die Verhandlungen zum institutionellen Abkommen abschliesst und damit auch eine Zukunftsperspektive schafft. Die zögerliche, verwirrende Kommunikation des Bundesrates in diesem Dossier war bisher ein Trauerspiel. Gemäss der heutigen Pressekonferenz hat der Bundesrat sich offenbar in der Klausur im Wesentlichen auf seine ursprünglichen Beschlüsse zurückbesonnen und entschieden, nun rasch vorwärtzumachen. Wir hoffen sehr, dass dem nun so ist und die Verhandlungen auch entsprechend rasch Früchte tragen werden.

In die Kategorie Trauerspiel gehört auch die Entwicklung der Schweizer Kriegsmaterialexporte. Die Verordnung wurde dieses Jahr nicht in den Bericht aufgenommen. Umso mehr lohnt es sich, dieses Thema hier in die Debatte zu integrieren. Die schrittweise Ausdehnung unserer Exportstrategie in diesem Bereich ist nicht nur humanitär nicht zu vertreten, sie ist auch strategisch falsch. Die Anerkennung als neutrales Land öffnet uns als kleinem Land weltweit immer wieder Türen – Türen, auf die wir angewiesen sind. Mit der schrittweisen Ausweitung der Kriegsmaterialexporte in Länder, die im Krieg sind und Menschenrechte verachten, opfern wir diese Glaubwürdigkeit als neutrales Land für kurzfristige inländische Profite. Das ist gerade angesichts der aktuellen Weltlage für so ein wohlhabendes Land wie die Schweiz unhaltbar.

Abschliessend möchte ich gerne dem Bundesrat und der Verwaltung noch einmal für den guten und konzisen Bericht und auch für das grosse Engagement danken. Ich fordere ihn gerne auf, den erwähnten Anliegen in Zukunft mehr Rechnung zu tragen.

Stamm Luzi (V, AG): Meine Vorrednerin hat die Begriffe "Trauerspiel" und "verwirrend" verwendet. Was heisst das? Manchmal geht es wahrscheinlich auch den Zuschauern so: Was heissen Ausdrücke wie PK, GPK, WTO, MRA? Es ist schwierig, die Übersicht zu behalten, auch wenn man den Bericht liest. Maximilian Reimann hat in der Kommission ein Beispiel aus dem Bericht vorgelesen, das fast nicht mehr verständlich ist. Die Prioritäten sind fast nicht mehr verständlich. Was will die Schweiz? Was ist in diesem Bericht 2017 zusammengefasst?

Marktzugang ist elementar wichtig. Da hat keine Partei etwas dagegen. Marktzugang hat die Schweiz innerhalb von einem Jahrhundert zu erstaunlichem Wohlstand gebracht. Selbstverständlich müssen wir um Marktzugang kämpfen. Nur: Die Definition, was Marktzugang ist, muss ganz klar sein und herausgestrichen werden.

Ein gewisses Problem ist die Landwirtschaft. Marktzugang ist selbstverständlich, freier Markt ist selbstverständlich, auch für unsere Partei. Aber wo ist, wie man modern sagt, die Schnittstelle zur Landwirtschaft?

Wenn Ihnen der Tierschutz am Herzen liegt, wenn Sie Befürchtungen wegen Glyphosat haben, dann müssen Sie sich fragen: Wo ziehe ich die Grenze beim Marktzugang und bei der völligen Markttöffnung in der Landwirtschaft? Wo ist, Herr Bundesrat, Ihre Grenze in Buenos Aires und bezüglich der letztjährigen WTO-Ministerkonferenz?

Marktzugang ist unbestritten. Aber was genau ist der Markt? Es ist ja bereits bei den bilateralen Verträgen kompliziert definiert, was Marktzugang heisst.

Ein Beispiel: Die Landwirtschaft ist dabei, ebenso die Einwanderung – würden Sie sagen, Einwanderung sei gleich Markt? Wahrscheinlich nicht, sogar sicher nicht! Wenn ich einem Gesprächspartner sage, dass ich für freien Markt bin, sagt der andere: "Ich auch." Dann frage ich: "Bist du für freie Einwanderung?" Dann sagt er: "Nein."

In diesem Aussenwirtschaftsbericht ist auch das Dossier Personenfreizügigkeit enthalten. Auch die freie Einwanderung läuft also unter dem Titel der Markttöffnung.

Ich komme bereits zum Schluss: Wenn wir über den "Binnenmarkt" diskutieren, über offene Märkte, über Freihandel, dann darf es keine Missverständnisse geben. Der aussenwirtschaftspolitische Bericht ist in diesem



Punkt zu wenig klar. Wenn Sie ihn öffnen, wenn Sie, meine Damen und Herren auf der Tribüne, ihn lesen und sich fragen, welche Strategie die Schweiz verfolgt und was sie 2017 angestrebt hat, dann ist das gar nicht so einfach herauszulesen.

Viel Glück, Herr Bundesrat, im Jahr 2018 bzw. bei Ihrer Markttöffnung! Aber wir brauchen Transparenz und Ehrlichkeit und müssen verstehen, was der Bundesrat unter Markttöffnung versteht.

Schneider-Ammann Johann N., Bundesrat: Ich bedanke mich vorerst einmal für Ihre konstruktiven, grundsätzlich positiven Aussagen. Wir machen natürlich im Sinne dieses Parlamentes im Jahre 2018 mit unserer Aussenwirtschaftspolitik weiter. Sie haben es gesagt: Der Bericht ist konzentrierter. Wir haben nur das Wichtigste aufgenommen. Im Anhang haben Sie tabellarisch eine Übersicht über die laufenden Verhandlungen über Freihandels- und Investitionsschutzabkommen. Leider, wie gesagt, konnten keine abgeschlossen werden.

Die Wirtschaftslage der Schweiz – sie wurde auch angesprochen – ist grundsätzlich positiv zu beurteilen. Es wurde gesagt: Wir hatten im Jahr 2017 ein BIP-Wachstum von 1 Prozent und eine Arbeitslosenquote in der Grössenordnung von 3,2 Prozent. Alle Wirtschaftssegmente haben grundsätzlich positiv zum Ergebnis beigetragen. Mit anderen Worten: Der Frankenschock, der jetzt über Jahre nachgewirkt hat, dürfte nun doch als überwunden abgebucht werden.

Die Erholung zeigt sich auch auf dem Arbeitsmarkt, und – das ist für mich zentral wichtig – wir gehen davon aus, dass wir im Jahr 2018 die Arbeitslosigkeit auf eine Marke von 3 Prozent oder sogar etwas weniger zurückfahren können. Das wäre dann der Erfolg unserer Wirtschaft, denn es gibt rund um den Planeten wenige Länder, um nicht zu sagen kein anderes Land, die sich mit einer so guten Beschäftigungslage qualifizieren können.

Das Schwerpunktkapitel befasst sich mit dem Investitionsschutz. Neben den Freihandelsabkommen und den Doppelbesteuerungsabkommen sind immer wieder die Investitionsschutzabkommen für uns wesentlich. Wir bauen also unsere Aussenwirtschaftsstrategie auf einem Dreieck, gebildet aus Freihandel, Vermeidung von Doppelbesteuerung und Investitionsschutz. Investitionsschutzabkommen gewährleisten, dass Investoren auch in Ländern mit weniger gut entwickelter Rechtsstaatlichkeit eine korrekte, eine nichtdiskriminierende Behandlung erfahren, wenn es denn so weit kommen könnte, dass man sich im Streit sähe. Aus persönlicher Erfahrung kann ich Ihnen nur bestätigen, dass man nicht in Länder geht, die den Investitionsschutz nicht garantieren: Da wäre das Risiko zu gross.

Investitionsschutzabkommen, Herr Stamm, bieten zusätzlichen Schutz vor politischen Risiken. In den letzten Jahren sind die Investitionsschutzabkommen und die darin vorgesehenen Investitionsschiedsgerichte zunehmend in die Kritik geraten; das ist so. Die Schweiz anerkennt in bestimmten Bereichen einen Reformbedarf und hat ihren Verhandlungsansatz in den letzten Jahren auch laufend weiterentwickelt. Auf multilateraler Ebene setzt sich die Schweiz vermehrt für die Transparenz der Schiedsverfahren ein, und auch weitere Reformen sind angezeigt.

Südafrika arbeitet derzeit an einer Verhandlungsgrundlage für ein Investitionsschutzabkommen; mit Indien verhandelt die Schweiz aktuell ein neues Abkommen; mit Indonesien werden 2018 die Verhandlungen aufgenommen. 2018 stehen die Weiterführung der laufenden Verhandlungen mit Indien, Malaysia und Mexiko, die Aufnahme von Verhandlungen über ein neues Abkommen mit Bahrain und die Revision des bestehenden Investitionsschutzabkommens mit der Slowakei im Vordergrund. Sie sehen also: Wenn wir keine Freihandelsabkommen abschliessen können, ist die Tätigkeit im Investitionsschutzbereich sehr intensiv.

Das zweite Kapitel unseres Berichtes hebt die Wichtigkeit einer verantwortungsvollen Unternehmensführung für einen konkurrenzfähigen und integren Wirtschaftsstandort hervor. Das ist für uns absolut zentral: Die Corporate Social Responsibility muss von uns beispielhaft vorgelebt werden. Der Bundesrat setzt dabei auf die Ausarbeitung und die

AB 2018 N 183 / BO 2018 N 183

Umsetzung internationaler Standards wie der OECD-Leitsätze für multinationale Unternehmen und der Uno-Leitprinzipien für Wirtschaft und Menschenrechte. Die Beachtung dieser Standards fördert der Bundesrat mit Aktionsplänen.

Ich habe zur Kenntnis genommen, dass einige von Ihnen der Auffassung sind, dass die Beiträge zur Corporate Social Responsibility im Bericht zu knapp ausgefallen sind. Im Bericht zur Umsetzung des Aktionsplans zur Corporate Social Responsibility vom Juni 2017 ging der Bundesrat ausführlicher auf die Thematik ein. 2019 soll ein weiterer Bericht zur Umsetzung folgen. Dort sind Ihnen sehr viel mehr Informationen zugänglich.

Ich nutze die Gelegenheit auch, um die Position des Bundesrates zur Konzernverantwortungs-Initiative noch einmal deutlich zu machen. Der Bundesrat erwartet von den Unternehmen, dass sie sich an die internationalen Standards halten. Der Bundesrat lehnt die Initiative ab, weil sie international nicht abgestimmt ist und den



Wirtschaftsstandort Schweiz schwächen würde. So hätte die in der Initiative vorgesehene Sorgfaltsprüfungspflicht für Tausende von Schweizer Unternehmen hohe administrative Kosten zur Folge. Noch problematischer wären die weltweit einzigartigen Haftungsregeln, welche zu langwierigen und teuren Gerichtsverfahren führen könnten.

Die weiteren Kapitel des Aussenwirtschaftsberichtes befassen sich mit wichtigen Ereignissen des Jahres in den Bereichen wirtschaftliche Beziehungen Schweiz-EU, Welthandelsorganisation, Freihandel, wirtschaftliche Entwicklungszusammenarbeit und auch Sanktionen.

Zum Thema EU: Im Verhältnis zur EU ist im Berichtsjahr unter anderem die erfolgte Aktualisierung des Abkommens zwischen der Schweiz und der EU über die gegenseitige Anerkennung von Konformitätsbewertungen hervorzuheben. Aber auch auf Horizon 2020 sei noch einmal verwiesen.

Die EU hat am 21. Dezember 2017 entschieden, die Äquivalenz betreffend die Schweizer Börse nur auf ein Jahr befristet anzuerkennen. Hier halte ich mit aller Deutlichkeit fest, dass der Entscheid der EU ungerechtfertigt und diskriminierend ist. Den neuen Beitrag an ausgewählte EU-Staaten werden wir auch in diesem Licht neu beurteilen. Ausserdem wird der Dialog mit dem Vereinigten Königreich zur Weiterführung der vertraglichen Beziehungen thematisiert.

Stichwort WTO: Da gab es keine substanziellen Fortschritte, aber es gelang in Buenos Aires immerhin, gleichsam einen Keil gegen das Zurückfallen der WTO zu platzieren. Sicher ist: Die WTO bleibt dank verbindlichem Regelwerk und dem WTO-Streitschlichtungsmechanismus das Rückgrat des multilateralen Handelssystems. Es ist für die Schweiz von sehr grosser Bedeutung, und am WEF hat dies auch mein amerikanischer Kollege Lighthizer nicht mehr infrage gestellt.

Zu den Freihandelsabkommen: Die Schwierigkeiten ergeben sich bei den Verhandlungen mit wichtigen Partnern wie insbesondere dem Mercosur aus der beschränkten Bereitschaft der Schweiz, Landwirtschaftsprodukten Zugang zum Schweizer Markt zu gewähren. An der WTO-Ministerkonferenz und erneut am WEF wurde ich informiert, dass die EU mit dem Mercosur die Verhandlungen bis auf wenige offene Punkte abgeschlossen hat. Während wir hier sprechen, laufen weitere Verhandlungen zwischen den beiden Parteien, und wir rechnen damit, dass in den kommenden Tagen, allenfalls Wochen eine Einigung zustande kommt. Das bedeutet dann für die europäischen Konkurrenten der Schweizer Firmen eine Zollreduktion von 7 bis 35 Prozent Richtung südamerikanische Märkte. Das ist der Grund, weshalb wir uns bemühen müssen, für unsere Unternehmungen vergleichbare Rahmenbedingungen sicherzustellen, und wir machen das in einem korrekten Dialog. Ich lade einmal mehr dazu ein.

Der Bundesrat wird das Freihandelsnetz weiterentwickeln. Mit Indien ist es schwierig, es geht um den Schutz der Intellectual Property. Mit Indonesien sind wir nahe an dem Punkt, an dem wir letzte Woche hier im Saal mit der Motion Grin 16.3332, "Bei den Verhandlungen mit Malaysia muss der Bundesrat Palmöl vom Freihandelsabkommen ausnehmen", waren, als wir über das Palmöl diskutierten, den Vorstoss dann durchgewunken und damit ein Abkommen mit Malaysia in Schwierigkeiten gebracht haben. Ich bedaure dies. Ich bedaure dies sehr. Wenn wir für unsere Firmen Absatzländer wie Malaysia nicht zugänglich machen, wird sich das über die Zeit natürlich negativ auf den Investitionsstandort Schweiz auswirken.

Zu den Gemischten Ausschüssen: Der Bericht der Geschäftsprüfungskommission des Nationalrates hat empfohlen, die Arbeit dieser Ausschüsse in Zukunft noch stärker hervorzuheben, was wir dieses Jahr im Aussenwirtschaftsbericht getan haben.

Zur Entwicklungszusammenarbeit: Kapitel 6 dieses Berichtes streicht die Bedeutung der multilateralen Entwicklungsbanken für die Entwicklungszusammenarbeit hervor. Weiter wird unter anderem das Engagement der Schweiz für die Förderung von Fachkompetenzen und für nachhaltige Finanzierungen anhand von konkreten Projekten aufgezeigt.

Kapitel 7 nennt verschiedene im Berichtsjahr erlassene oder weitergeführte und angepasste Sanktionsmassnahmen, z. B. gegenüber Nordkorea, Syrien oder Mali, sowie Massnahmen gegen die Umgehungsgeschäfte mit Russland. Dazu will ich erwähnen, dass Präsident Trump am Treffen in Davos drei Themen ansprach, nämlich die Berufsbildung, die Rolle der Schweiz in Bezug auf Nordkorea und die Haltung der Schweiz bezüglich Iran. Schliesslich enthält der Aussenwirtschaftsbericht wie jedes Jahr die Berichterstattung über die vom Bundesrat getroffenen zolltarifarischen Massnahmen.

Zusammengefasst halte ich fest, dass wir gut unterwegs sind, dass wir wachsam bleiben müssen, dass wir sehr gut daran tun, auf Innovation zu fokussieren, uns wettbewerbslich zu verbessern. Wir sind in einer ausserordentlich guten Ausgangslage, und die kommenden Jahre werden uns fordern, vor allem auch im Bereich der Digitalisierung.



Le président (de Buman Dominique, président): La commission et le Conseil fédéral vous proposent de prendre acte du rapport.

*Vom Bericht wird Kenntnis genommen
Il est pris acte du rapport*

*Eintreten wird ohne Gegenantrag beschlossen
L'entrée en matière est décidée sans opposition*

**Bundesbeschluss über die Genehmigung zolltarifarischer Massnahmen
Arrêté fédéral portant approbation de mesures touchant le tarif des douanes**

Detailberatung – Discussion par article

Titel und Ingress, Art. 1, 2

Antrag der Kommission

Zustimmung zum Entwurf des Bundesrates

Titre et préambule, art. 1, 2

Proposition de la commission

Adhérer au projet du Conseil fédéral

Angenommen – Adopté

Gesamtabstimmung – Vote sur l'ensemble

(namentlich – nominatif; 18.008/16573)

Für Annahme des Entwurfes ... 166 Stimmen

(Einstimmigkeit)

(7 Enthaltungen)

AB 2018 N 184 / BO 2018 N 184